



ICPA

L'INSTITUT CANADIEN DES
POLITIQUES AGROALIMENTAIRES

RAPPORT ANNUEL 2015-2016



L'Institut canadien des politiques agroalimentaires
960, ave Carling, CEF
Immeuble 49, bureau 318
Ottawa (Ontario) K1A 0C6

T : 613-232-8008 ou 1-866-534-7593
F : 613-232-8008

www.capi-icpa.ca
info@capi-icpa.ca

David McInnes, Président et chef de la direction : mcinnesd@capi-icpa.ca
Daniel Yeon, Vice-président : yeond@capi-icpa.ca

Mission

L'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) est un forum de politiques publiques indépendant et impartial dont la raison d'être est la réussite du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada. L'ICPA identifie les enjeux émergents, promeut le dialogue, présente de nouvelles possibilités et propose des solutions de rechange en collaboration avec les intervenants de l'ensemble de la chaîne de valeur agricole et agroalimentaire, et avec l'appui du milieu académique, des instituts de recherche, des gouvernements et autres secteurs canadiens. L'ICPA est un agent catalyseur.

Situé à Ottawa, l'ICPA a été fondé en 2004 par le gouvernement fédéral et est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont issus de divers milieux, appuyé par un comité consultatif.

C'est dans une perspective à plus long terme que l'ICPA s'acquitte de ses responsabilités en fonction de ses objectifs et de sa raison d'être. La charte de l'ICPA décrit son mandat dans les termes suivants :

- Participer de façon indépendante, impartiale et crédible aux discussions et processus d'élaboration des politiques en matière d'agriculture canadienne.
- Constituer un forum sur les politiques agricoles permettant de promouvoir le dialogue par les moyens suivants :
 - a. cueillette de renseignements et diffusion des résultats;
 - b. identification, dans le secteur agricole, des enjeux nouveaux qui devraient être coordonnés et gérés sur le plan national;
 - c. lieu de rencontre de nombreux spécialistes et de nouveaux intervenants afin d'analyser les enjeux agricoles actuels et nouveaux;
 - d. examen de solutions aux enjeux avant que ces derniers ne se cristallisent;
 - e. maintien d'un juste équilibre entre les prises de position dans le secteur agricole;
 - f. prestation de conseils et présentation d'un point de vue neutre au moment de la prise de décision en matière de politiques agricoles.

Pour rejoindre l'ICPA

Pour toutes questions relatives au présent document ou aux projets de l'ICPA, s'adresser à :

David McInnes

Président et chef de la direction

Institut canadien des politiques agroalimentaires

960, avenue Carling, CEF

Immeuble 49, pièce 318

Ottawa, ON, K1A 0C6

Téléphone: 613-759-1038

Courriel : info@capi-icpa.ca

Twitter : [@CdnAgriFood](https://twitter.com/CdnAgriFood)

Message du président du conseil

L'Institut des politiques agroalimentaires (ICPA) a pris la vedette au cours de l'exercice financier 2015-2016. Le Forum de novembre sur l'Avenir de l'agroalimentaire canadien a été un moment charnière de l'histoire de l'ICPA. Événement opportun, le Forum a eu lieu à peine quelques semaines avant la tenue des élections générales fédérales. En termes de contenu, le programme du Forum en a captivé plusieurs par son thème principal, la fiabilité, qui unit tous les acteurs du système alimentaire. Dans le rapport final du Forum, l'ICPA a présenté des idées claires et interdépendantes visant à améliorer la fiabilité. Je crois que la clarté de cet objectif servira à coup sûr à inspirer les dialogues sur les politiques et stratégies dans tout le système alimentaire au fil des prochaines années.



Le Forum a lancé un autre message clé. Le secteur agroalimentaire du pays est non seulement un important moteur économique du Canada, il a aussi le potentiel d'améliorer le bien-être de la société et de toute la planète. Le secteur doit centrer ses efforts sur la façon suivant laquelle il peut saisir cette occasion, et les leaders du Canada doivent voir à ce que cela se réalise.

Au nom du conseil d'administration je tiens à remercier David McInnes, Daniel Yeon, Kim Kelly et Chelsea Berry pour avoir organisé cet événement et assuré la poursuite des autres travaux de l'ICPA tout au long de l'année. Il s'agissait là d'une initiative ambitieuse qui n'aurait pu se concrétiser sans l'appui indéfectible de tous les administrateurs. Au cours de l'année, mes collègues du conseil d'administration ont prodigué de précieux conseils et collaboré sans compter. Nous avons exprimé notre appréciation de la contribution de Brenda Schoepp qui a quitté le conseil en cours d'année et avons accueilli Bill Buckner qui a rallié le conseil. Nous avons aussi largement bénéficié des orientations de notre comité consultatif, de nos membres et des nombreux intervenants et partenaires tout au long de l'année. Les travaux de l'ICPA dépendent dans une large mesure d'un tel engagement. À la fin de 2015, j'ai aussi eu le plaisir d'accueillir Tulay Yildirim au sein de l'équipe de l'ICPA. Son savoir nous permettra de renforcer nos liens avec le milieu de la recherche.

En 2015-2016, l'ICPA a identifié « une occasion majeure » pour le secteur agroalimentaire : susciter et entretenir la fiabilité. L'occasion majeure de l'ICPA est l'élaboration d'idées qui alimenteront cet *appel à l'action*. Ces travaux sont en cours et je suis persuadé qu'ils orienteront les discussions de politiques publiques qui permettront sans doute le plein épanouissement du secteur et de l'ensemble du pays.

A handwritten signature in blue ink that reads "M. E. Bilyea". The signature is fluid and cursive.

Ted Bilyea
Président du conseil

Message du président et chef de la direction

Pour reprendre les propos d'un membre du conseil, « L'ICPA en est à changer le discours national ». Cette citation résume bien l'année qui vient de s'écouler. Le Forum sur l'Avenir de l'agroalimentaire canadien a réuni un nombre inégalé de conférenciers et intervenants dans le but d'examiner les occasions d'avenir du secteur et du Canada. Nos autres travaux effectués en cours d'année ont aussi eu un impact appréciable. D'autre part, nos projets des années passées contribuent toujours à stimuler des idées et inspirer de nouvelles initiatives. Au cours du prochain exercice, nous profiterons de cette lancée pour atteindre plus de gens et promouvoir des idées visant à inspirer des politiques et dialogues stratégiques dans tout le secteur agroalimentaire.



Je tiens à remercier Daniel Yeon, vice-président, opérations, et Kim Kelly, coordonnatrice des services, pour leurs précieux services qui auront vu à la réussite du Forum et d'avoir assuré le soutien de plusieurs de nos initiatives ambitieuses, tout en permettant le fonctionnement en douceur de nos activités quotidiennes. Nous accueillons avec plaisir Tulay Yildirim en qualité de directrice, partenariats en recherche de politiques publiques. Nous sommes éminemment reconnaissant du soutien continu d'Agriculture et Agroalimentaire Canada qui a permis le détachement de cette dernière, chargée d'assurer un meilleur rayonnement auprès des chercheurs tout en augmentant nos capacités dans ce domaine. Au nom de toute l'équipe, je remercie Chelsea Berry qui a récemment quitté l'ICPA pour aller vivre à l'étranger. Chelsea coordonnait la plupart de nos activités de sensibilisation et a contribué à mieux nous établir dans le milieu des médias sociaux. Pour une petite équipe comme la notre, je suis convaincu que notre réussite tient à l'incroyable contribution et l'engagement de chacun de ses membres.

Le conseil d'administration nous a beaucoup soutenu dans notre plan de travail et a su améliorer ce que nous faisons à bien des égards. Sans aucun doute, ce sont les conseils et constantes orientations fournis par le président du conseil Ted Bilyea qui nous auront permis d'accomplir autant cette année. Nous comptons aussi beaucoup sur l'importante contribution de plusieurs intervenants et sur l'intérêt et le soutien de nombreux partenaires. À titre d'institut politique, nous sommes fort chanceux d'avoir accès à un réseau de gens passionnés qui s'intéressent activement aux idées susceptibles d'améliorer les perspectives du secteur agroalimentaire et celles du Canada tout entier.

Bien sincèrement,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'D. McInnes'.

David McInnes
Président et chef de la direction

Faits saillants de l'année

Forum sur l'Avenir de l'agroalimentaire canadien

Le Forum sur l'Avenir de l'agroalimentaire canadien a été organisé pour façonner le dialogue national sur l'orientation du secteur agroalimentaire du Canada. Avant que la conférence de deux jours ait eu lieu en novembre 2015, l'ICPA a entrepris un projet de neuf mois, de juin à février, pour sensibiliser tous les intervenants. Puis, suite à la publication du rapport final en février 2016, l'ICPA a poursuivi ses efforts pour partager les résultats et d'approfondir le dialogue pendant tout le reste de l'exercice financier.

Au départ, l'ICPA a posé deux grandes questions afin de piquer l'intérêt. Il demandait « Quel est l'art du possible pour l'avenir du secteur agroalimentaire canadien », afin d'élargir la discussion et recueillir de nombreuses perspectives. Pour stimuler la réflexion, l'Institut demandait en outre si le Canada devrait viser à devenir « le système alimentaire le plus fiable au monde ». La tenue du Forum était très opportune, à quelques semaines à peine après les élections générales fédérales et juste avant la mise de l'avant complète du prochain cadre politique en agriculture. L'ICPA a su créer une rencontre qui a soulevé un vaste intérêt et attiré une participation variée.

L'ICPA s'est aussi associé au plus grand éventail d'organismes de son histoire (organisation conjointe de l'événement avec Canada 2020, soutenue par une variété de commanditaires et partenaires). Le Forum a attiré une brochette unique de conférenciers du Canada et de l'étranger, ce qui a contribué grandement à la qualité et au succès de l'événement. Au nombre de ces derniers figurent la Secrétaire du California Department of Food and Agriculture, un cadre supérieur du plus important détaillant en ligne de la Chine (Alibaba), des leaders et entrepreneurs de l'industrie alimentaire canadienne et des représentants du milieu académique. Les participants ont pu entendre des présentations de la Maple Leaf Foods, de la Cargill, d'un représentant d'un petit vignoble et restaurant de la région du Niagara, d'un producteur laitier du Québec, d'un spécialiste d'aliments locaux de Vancouver, d'un céréaliculteur de la Saskatchewan et de bien d'autres encore. On trouvera la liste complète des commanditaires, partenaires et conférenciers dans le site Web de l'ICPA. Bien que la liste soit variée, tous les conférenciers étaient liés par un même thème : leur façon de répondre aux consommateurs et leur quête de fiabilité dans la nourriture que nous produisons, fournissons et consommons.

Le rapport final de l'ICPA sur le Forum (publié en février 2016) concluait que la réussite future du secteur agroalimentaire canadien repose sur sa capacité à relever le défi de la fiabilité. Sa stratégie en 5 points présentait des idées pour améliorer et soutenir la confiance des consommateurs et clients en termes de fiabilité. L'essentiel de l'approche était de se mériter la confiance du consommateur en renforçant la marque Canada, en améliorant la productivité, en concevant de nouvelles façons d'innover pour relever les gros défis que doit affronter le système alimentaire, et en créant de nouvelles occasions de marché. Il est dorénavant nécessaire de faire preuve d'une plus grande transparence en production alimentaire, d'adopter des données de mesure nationales crédibles et de nouvelles façons de collaborer afin d'atteindre ces buts. L'ICPA a conclu que c'était aux consommateurs et clients à eux seuls de conférer le titre de « marque la plus fiable » au Canada, et non au secteur de demander au gouvernement de lui attribuer cette reconnaissance.

À l'appui de ce processus, les documents suivants ont été publiés. Non inclus dans la liste ci-après est le programme de l'événement et autres documents préparés aux fins de la promotion du Forum des 3-4 novembre 2015. (On trouvera le programme de la conférence dans le site Web de l'ICPA).



Façonner le destin du Canada : L'art du possible? (Document 1)

juin 2015

Une introduction au Forum sur l'Avenir de l'agroalimentaire canadien, le processus de la consultation, l'événement de novembre et les résultats attendus. Le document précise la raison d'être de l'événement et invite à la participation.



Façonner le destin du Canada : Quel is l'art du possible? (Document 2)

juin 2015

Un document d'information et un avant-goût des principaux enjeux auxquels doit faire face le secteur rédigé dans le but d'encourager la rétroaction. Les commentaires provenant d'intervenants divers ont été publiés sur le site Web. Des échanges formels de l'ICPA avec les intervenants de partout au pays ont fait l'objet de notes publiées.



L'avenir du secteur agroalimentaire canadien : Quel est l'art du possible (Document 3)

février 2016

Le rapport final rapporte les propos tenus au Forum et précise les quatre défis, une grande occasion et les éléments essentiels permettant de répondre à l'appel à l'action ainsi résumés : « il est dans le meilleur intérêt du Canada – à la fois en termes d'économie et de mieux-être des citoyens – de s'assurer que notre système agroalimentaire produise une stratégie qui améliore et maintienne la fiabilité. »



Journée d'ouverture du Forum sur l'Avenir de l'agroalimentaire canadien, Ottawa, 3 novembre 2015

Faits saillants du Forum

Endroits où une consultation nationale s'est tenue avec des groupes d'intervenants, y compris des représentants des gouvernements, des producteurs, des transformateurs, des fournisseurs d'intrants, de la société civile, des chercheurs, etc. (juin à octobre 2015)	Charlottetown, Winnipeg, Guelph, Ottawa, Victoria, Beloeil (QC), Montréal.
Nombre de participants au Forum sur l'Avenir de l'agroalimentaire canadien, Ottawa, 3 et 4 novembre 2015	280 inscriptions
Rétroaction sur le Forum	88% des répondants ont trouvé le Forum très réussi ou excellent
Nombre de commanditaires du Forum	18
Nombre de partenaires du Forum	19
Nombre de participants à un dialogue d'après Forum visant à examiner les messages et les conclusions de l'événement, le 5 novembre 2015	45
Activité sur Twitter	le mot-clic #Forum a été un sujet chaud sur Twitter durant la première journée du Forum
Participants au webinaire tenu pour partager les résultats du rapport final du Forum, mars 2016	140 inscriptions pour 100 participants (incluant 3 intervenants de l'industrie pour faciliter les échanges)
Articles/éditoriaux écrits au sujet du Forum en février et mars 2016	13

L'ICPA a fait un certain nombre de présentations portant sur le rapport final du Forum en février et mars 2016, entre autres dans le cadre d'événements formels d'intervenants (tel l'assemblée générale annuelle du Conseil canadien de l'horticulture), et aussi de séances d'information informelles avec un grand éventail d'intervenants. (L'effort de sensibilisation s'est poursuivi au cours de l'exercice financier suivant.)

Le Forum a de plus incité l'ICPA à se centrer sur des thèmes clés pour des projets de recherche futurs qui prendront de plus en plus d'importance en termes de compétitivité future du Canada et du programme de politiques publiques. Ces thèmes incluront, notamment, l'innovation et l'importance d'assigner une valeur au « capital naturel » ainsi que d'assurer sa gestion (pour l'exercice financier 2016-2017).

Commerce

En juin 2015, l'ICPA publiait un article d'opinion sur les plus récents développements en matière de commerce affectant l'industrie laitière canadienne. L'article a suscité beaucoup d'intérêt et a été jugé opportun par plusieurs pour son approche équilibrée et portant à réfléchir. Intitulé « De la défensive à l'offensive — Positionnement du secteur laitier du Canada et les conséquences plus larges sur notre stratégie commerciale mondiale » l'article a retenu l'attention du *Globe & Mail* et l'ICPA a été invité à soumettre un article d'opinion sur la question, publié au cours du même mois. (voir l'encadré ci-contre).¹



THE GLOBE AND MAIL

Home News Opinion **Business** Investing Sports Life Arts Tech

Streetwise Economy International Industry News Small Business **Commentary**

Executive Insight Letters Disclosures

Home » Report on Business » Commentary

BILYEA AND MCINNES
Supply management distracts us from Canadian dairy's long-term future
TED BILYEA AND DAVID MCINNES
 Contributed to The Globe and Mail
 Published Friday, Jun. 26, 2015 4:06PM EDT

L'approche adoptée par l'ICPA pour promouvoir les perspectives commerciales du Canada lui a valu l'adjonction d'un nouveau partenaire, la Fondation Asie Pacifique du Canada. En avril 2015, l'ICPA a collaboré avec la fondation à la tenue d'un dialogue sur le commerce à Vancouver qui réunissait une variété d'intervenants dont des représentants du gouvernement de la Colombie-Britannique, des milieux académique, des producteurs et des transformateurs.

Recherche

Entrepreneurs en transformation alimentaire

L'ICPA a entrepris un projet de recherche pour le compte d'Industrie Canada (maintenant connu sous l'appellation Innovation, Sciences et Développement économique Canada) au cours de l'exercice financier et devant être complété au printemps 2016. Le projet a été mené par MNP pour le compte de l'ICPA et est intitulé « Entrepreneurs de l'industrie des aliments et boissons au service du marché ethnique ». Il s'agissait de dresser le profil d'entrepreneurs ayant réussi afin de mieux comprendre la raison de leur succès. L'information recueillie sera utilisée par le ministère dans le cadre de ses travaux dans ce domaine.

1. "Supply management distracts us from Canadian dairy's long-term future" Ted Bilyea and David McInnes, CAPI, *The Globe and Mail*, 26 juin 2015.

Subventions agricoles mondiales

Un projet de recherche pour examiner les implications des subventions agricoles mondiales a été présenté durant l'exercice financier. Une décision visant son exécution sera prise au cours du prochain exercice. L'enjeu des subventions mondiales a été soulevé en marge du Forum sur l'Avenir de l'agroalimentaire canadien et dans les documents d'information préparés par l'ICPA. Bien que des subventions mondiales légitimes soient en usage, l'ICPA s'interrogeait sur l'impact nocif de la consommation du capital naturel sans coût afférent; il s'agit là d'une subvention indirecte destructrice qui engendre une surproduction non durable dans le marché et qui déprécie les prix. On peut prendre pour exemples l'épuisement des réserves d'eau souterraine, l'affaiblissement des écosystèmes par l'usage excessif et la dégradation des eaux de surface. De telles pratiques existent dans plusieurs pays et menacent la durabilité alimentaire à long terme, tout comme la profitabilité à court terme des fermiers et transformateurs canadiens. L'ICPA procède à pas mesurés afin de bien comprendre l'approche à prendre à l'endroit de cet enjeu complexe et de grande portée.

Partenariats en recherche

En fin d'année, l'ICPA a profité de l'embauche en détachement d'un cadre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. La nouvelle directrice, partenariats en recherche, a pour mandat de développer des partenariats plus intenses entre l'ICPA et le milieu universitaire. Un intérêt généralisé existe quant à l'opportunité de développer des moyens pour accentuer la pertinence de la recherche par rapport aux politiques publiques, pour conscientiser tout le système alimentaire à l'égard des travaux de recherche et y stimuler l'intérêt, et contribuer davantage à la synthèse des politiques en matière d'enjeux agroalimentaires émergents. L'ICPA a organisé une série d'ateliers avec des universitaires en cours d'exercice financier et devant se poursuivre l'an prochain. Cette série d'ateliers s'appuie sur les efforts existants visant à mieux s'associer au milieu académique. L'ICPA a de nouveau été un commanditaire important de la Conférence de politiques publiques annuelle de la Société canadienne d'agroéconomie tenue en janvier 2016.

Avancement de travaux précédents

Transformation alimentaire

Les travaux passés de l'ICPA portant sur le secteur de la transformation des aliments ont engendré le changement et la reconnaissance. En 2013-2014, l'ICPA s'est penché sur la compétitivité du secteur de la transformation alimentaire, le plus grand secteur manufacturier au Canada. À l'époque, ces travaux soulignaient l'importance accordée au dynamisme des transformateurs alimentaires par les producteurs agricoles du pays (comme voie de passage vers les marchés de près de 40% de tout ce qui est produit (en moyenne), mais aussi notaient que les transformateurs doivent relever de nombreux défis de compétitivité. Le rapport final de l'ICPA sur la question concluait que « le secteur de la fabrication alimentaire doit être reconnu pour sa contribution économique au pays et doit devenir une priorité au Canada ».² Cette étude exhaustive et les travaux entrepris ailleurs ont provoqué un dialogue soutenu sur les perspectives et besoins du secteur. En juillet 2015, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont reconnu que l'industrie de la transformation des aliments et des boissons était jugée d'importance stratégique au Canada.³

2. *Mener le secteur de déficits commerciaux vers un renouveau concurrentiel, Conclusions et implications politiques*, ICPA, juin 2014

3. Les ministres de l'Agriculture collaborent en fonction des défis et occasions du secteur, Communiqué, Agriculture et Agroalimentaire Canada, 17 juillet 2015 .

Commerce

Au cours de l'exercice financier précédent, l'ICPA a publié un rapport portant sur la nécessité d'améliorer le commerce agroalimentaire et l'accès au marché chinois.⁴ Ces travaux ont suscité beaucoup d'intérêt car ils recommandaient des moyens concrets d'assurer aux aliments canadiens un meilleur accès aux marchés du détail virtuels et traditionnels, dont une idée conçue pour aider les exportateurs canadiens à mieux comprendre les étapes pour accéder au marché chinois. L'Ontario a retenu cette idée précise et annoncé l'élaboration d'une feuille de route à l'exportation pour aider ses exportateurs alimentaires à atteindre le marché chinois.⁵ L'initiative ontarienne faisait partie d'un effort plus large de la part de la province dans le but de soutenir le Défi lancé par sa première ministre au secteur agroalimentaire, soit de multiplier par deux son taux de croissance annuelle et de créer 120 000 emplois d'ici à 2020. En outre, les gouvernements fédéral et provinciaux ont utilisé le rapport de l'ICPA pour revigorer leurs efforts en vue d'améliorer la présence canadienne dans les marchés du détail en ligne chinois.⁶

« Les détaillants alimentaires chinois veulent vendre à leurs clients plus de produits alimentaires et plus de boissons provenant du Canada. Nous savons toutefois que nos exportateurs peuvent avoir du mal à s'y retrouver dans le régime complexe des pratiques et des règlements chinois en matière d'importation. Il nous fallait un guide concret, qui fait valoir les réussites des exportateurs et donne des conseils point par point. Le guide tombe à point nommé et pourrait être l'atout qui fait la différence entre développer ou ne pas développer un marché d'exportation dont le besoin est grand. »

— Ted Bilyea, président de l'ICPA
(Communiqué 24 avril 2015
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation
et des Affaires rurales de l'Ontario)

Systèmes alimentaires

L'ICPA s'est affairé à décrire les liens entre la santé et la nourriture dans le cadre de ses délibérations sur le système alimentaire de 2010 à 2012, et ce concept fondamental demeure toujours pertinent. Au cours de l'année financière l'Association canadienne de distribution de fruits et légumes (ACDFL) a lancé sa politique de nutrition axée sur les fruits et légumes et le concept des systèmes alimentaires de l'ICPA a inspiré les premières réflexions de l'association dans ce domaine. L'ICPA a aussi participé au comité d'orientation du Sommet sur la santé de l'ACDFL.

4. *Concurrencer dans le plus important marché émergent au monde – Rapport de l'ICPA suite à une visite commerciale en Chine*, ICPA, février 2015

5. Le gouvernement de l'Ontario crée un nouveau guide pour aider les entreprises à accroître leurs exportations; le guide rédigé en Ontario va clarifier les processus d'exportation internationaux, Communiqué, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, 24 avril 2015

6. Par exemple, l'ICPA a pris part à un dialogue fédéral-provincial sur « une Stratégie de pénétration des marchés internationaux », Ottawa, janvier 2016

Communications

Les efforts de relations externes sont très importants à l'ICPA et constituent une exigence clé de son mandat. Au cours de l'exercice financier, nous avons effectué de nombreuses présentations auprès des intervenants partout au Canada. Dans certains cas, ces efforts ont eu pour cible des auditoires incluant des intervenants internationaux, comme ce fut le cas d'une présentation faite au Congrès de la International Farm Management tenu à Québec en juillet 2015. Cette activité a fourni l'occasion de partager nos résultats avec les participants et d'obtenir du secteur de nouvelles perspectives et de la rétroaction. En résumé, le « dialogue » est une voie à deux sens et est d'importance vitale pour l'amélioration de nos travaux. En outre, comme précisé plus tôt, le Forum sur l'Avenir de l'agroalimentaire canadien nous a fourni une occasion unique de rejoindre encore plus de gens de partout au pays et dans tout le système alimentaire. Notre activité sur Twitter s'est accrue au cours de l'année et nous avons utilisé cet outil et d'autres médias sociaux pour augmenter la portée de nos communications. Encore une fois, l'ICPA a pu compter sur son assemblée générale annuelle pour rencontrer des intervenants d'une région précise. Cette année, cet événement s'est tenu à Charlottetown, ÎPE, et nous y avons ouvert un dialogue sur le Forum (mentionné ci-devant) lors d'une consultation avec des représentants des gouvernements, du milieu académique et du secteur agroalimentaire. Des représentants des trois provinces maritimes étaient aussi du nombre.

L'ICPA est devenu une source de nouvelles perspectives en politiques publiques et d'occasions en matière d'agroalimentaire. Par exemple, l'ICPA a de nouveau été invité à s'adresser au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts pour faire état de ses travaux (particulièrement au sujet de sa visite en Chine et des idées avancées dans son rapport sur ce voyage).⁷ Pour fins de consultation rapide, un résumé de plusieurs de nos présentations formelles figure sur la carte ci-après. Toutefois, ce résumé ne contient pas nos nombreux échanges informels et ne reflète pas non plus nos activités médiatiques et notre présence en ligne.

Comme partie intégrante de notre engagement continu, nous misons sur la rétroaction de notre conseil consultatif et du conseil d'administration afin d'obtenir des orientations et d'améliorer nos communications et nos activités de relations externes. De plus, pour certains projets précis, nous faisons appel à des comités directeurs et à de nombreuses consultations auprès de nos partenaires pour préparer des événements et améliorer nos communications externes. Ces efforts auront permis, entre autres, de tenir un très réussi Forum sur l'Avenir de l'agroalimentaire canadien (tel que décrit ci-devant).

7. Délibérations du Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts, numéro 28, témoignages, réunion du 14 mai 2015.

Gouvernance

Aux termes de l'Accord de financement convenu avec Agriculture et Agroalimentaire Canada, l'ICPA a entrepris sa deuxième vérification de gestion intérimaire quinquennale. Cette vérification interne menée par une tierce partie a été complétée en milieu d'année et son approche et travaux finaux ont été sanctionnés par le conseil d'administration. Soucieux du maintien de bonnes pratiques comme le ferait toute organisation, nous avons sollicité la rétroaction d'intervenants de toute provenance. Nous avons examiné l'efficacité de nos approches en recherche, communication et sensibilisation auprès des intervenants ainsi que notre façon de fonctionner comme organisation. La plupart des conclusions se sont révélées très positives et comportaient aussi des suggestions pour améliorer notre engagement envers les intervenants de façon à ce que nous devenions plus efficaces et davantage pertinents par rapport au processus politique. La rétroaction obtenue nous permet d'améliorer nos pratiques qui seront intégrées dans nos processus au cours des prochains exercices financiers. Une idée qui a fait l'objet de mesures immédiates portait sur une initiative servant à interpeler plus activement le milieu académique, sujet abordé ci-devant.

Afin de tenir à jour ses meilleures pratiques de gouvernance, l'ICPA a formalisé sa politique de « dénonciation des manquements présumés » qui a été approuvée par le conseil d'administration en milieu d'année. En outre, l'ICPA s'est doté d'une nouvelle vice présidence du conseil d'administration, et Wayne Stark en a été nommé le premier titulaire, rejoignant ainsi Michel Saint-Pierre. L'ICPA a aussi annoncé la nomination au conseil de Bill Buckner (ancien vice-président principal chez Cargill). L'ICPA et le conseil d'administration ont remercié Brenda Schoepp pour ses services rendus à l'Institut, suite à son départ du conseil, et Chuck Strahl pour ses services au cours de son mandat à titre de membre honoraire.

Des modifications ont été apportées au conseil consultatif de l'ICPA, un organe officiel tenu de se réunir deux fois par année afin de contribuer de façon régulière à notre processus d'orientation de la recherche et de recevoir de la rétroaction. Joanne Bays (gestionnaire nationale de la Ferme à la cafétéria Canada), Elspeth Copeland (présidente, Elspeth Copeland Consulting) et Jean-Claude Dufour (doyen de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval) se sont joints au comité consultatif au cours de l'exercice financier. Le rôle de Garth Whyte a changé en cours d'année, passant de président et chef de la direction de Restaurants Canada à celui de président directeur général de Fertilisants Canada.

Analyse financière

L'accord de financement entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre canadien de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, et l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) constitue la source de financement principale des activités de l'ICPA.

En 2007, l'ICPA a conclu un accord de financement à long terme avec le gouvernement du Canada, qui a versé à l'ICPA une somme de 15 millions de dollars. Comme le stipule l'accord, le financement maximal utilisable pour couvrir les frais administratifs admissibles et les frais de recherche sur la politique admissibles de l'ICPA durant une année financière ne peut dépasser 1 million de dollars de l'enveloppe de 15 millions de dollars accordée initialement à l'ICPA par le gouvernement; à ce million peuvent cependant s'ajouter et être utilisés en tout temps les intérêts accumulés ou les revenus provenant de l'investissement de la subvention gouvernementale.

Un sommaire des états financiers de l'ICPA, en date du 31 mars 2016, figure ci-après.

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers résumés

Aux Directeurs de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires

Les états financiers résumés ci-joints, qui comprennent le bilan résumé au 31 mars 2015 et l'état résumé des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date sont tirés des états financiers audités de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (l'Institut) pour l'exercice clos le 31 mars 2016. Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers dans notre rapport daté du 2 juin 2016. Ni ces états financiers ni les états financiers résumés ne reflètent les incidences d'événements survenus après la date de notre rapport sur ces états financiers.

Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif utilisés pour la préparation des états financiers audités de l'Institut. La lecture des états financiers résumés ne saurait par conséquent se substituer à la lecture des états financiers audités de l'Institut.

Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés

La direction est responsable de la préparation d'un résumé des états financiers audités. Le bilan résumé et l'état résume des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net sont tirés des états financiers audités de l'Institut. Ils répondent aux principes de constatation et de mesure des principes comptables généralement reconnus du Canada.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers résumés, sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, « Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés ».

Opinion

À notre avis, le bilan résumé et l'état des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net résumé tirés des états financiers audités de l'Institut pour l'exercice clos le 31 mars 2016 constituent un résumé fidèle de ces états financiers, conformément aux critères établis qui stipulent que les états financiers résumés sont tirés des états financiers audités de l'Institut et qu'ils répondent aux principes de constatation et de mesure des Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l.

Comptables professionnel agréés, comptables agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 2 juin 2016

ÉTAT RÉSUMÉ DES REVENUS ET DES DÉPENSES ET DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

de l'exercice clos le 31 mars 2016

	2016	2015
	\$	\$
REVENUS		
Apports		
Long terme	1 141 525	1 152 381
Initiaux	-	59 099
Autres contributions	246 423	128 895
Revenus d'intérêt	1 420	1 319
Amortissement des apports reportés - immobilisations corporelles	4 828	3 245
	1 394 196	1 344 939
DÉPENSES		
Administration	285 804	272 700
Activités de recherche		
Communication et sensibilisation	209,000	210 433
Projets	897,972	722 821
Activités de programmes - Projets ICPA	-	135 385
	1 392 776	1 341 339
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	1 420	3 600
ACTIF NET AU DÉBUT	288 382	284 782
ACTIF NET À LA FIN	289 802	288 382

BILAN RÉSUMÉ

au 31 mars 2016

	2016	2015
	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces	368 335	341 422
Débiteurs	218 927	206 126
Frais payés d'avance	10 435	7 387
	597 697	554 935
Immobilisations corporelles		
Placements à long terme	7 454	7 758
	8 774 848	9 791 231
	9 379 999	10 353 924
PASSIF		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	161 968	120 626
Apports reportés	145 927	145 927
	307 895	266 553
Apports reportés à long terme	8 774 848	9 791 231
Apports reportés - immobilisations corporelles	7 454	7 758
	9 090 197	10 065 542
Engagements		
ACTIF NET - NON AFFECTÉ	289 802	288 382
	9 379 999	10 353 924

Au nom du conseil




